



Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE
Repère support : MD

REGLEMENT DE CONSULTATION

**PROJET INVICTUS - TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU
BATIMENT INVICTUS**

LOT 5 : MENUISERIES EXTERIEURES

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	12/2024	M. DERUELLE	F. PUJOL	A. VUIGNIER

CONTACTS :

- Plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	Alexandra VUIGNIER Tel : 04 66 79 62 67 Courriel : alexandra.vuignier@cea.fr	DERUELLE Marylise, Tel : 04 66 39 71 66 Courriel : marylise.deruelle@cea.fr

DATE LIMITE DE RECEPTION DES QUESTIONS DES CANDIDATS :

14/01/2025 – 12h00

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

24/01/2025 – 12h00

PLAGE PREVISIONNELLE DE DEROULEMENT DE LA VISITE FACULTATIVE

Sur prise de rendez-vous auprès du prescripteur technique CEA
Les visites pourront se tenir jusqu'au 13 janvier 2025 au plus tard.

1 OBJET

Le présent Règlement de Consultation (RC) a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure adaptée relative à la construction du Bâtiment INVICTUS pour l'espace d'enseignement théorique (Projet INVICTUS) – lot 5 – Menuiseries extérieures.

Le marché concerne le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA), Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (MAR), Service Support Technique et Logistique (STL), Groupe Travaux Projet Patrimoine (GTPP).

Le démarrage prévisionnel du marché est fixé à T1 2025.

2 ALLOTISSEMENT

Les prestations objet du présent Marché font partie d'un ensemble de prestations concourant à la construction du Bâtiment INVICTUS allotis en 14 marchés tels que :

- Lot 1 : VRD
- Lot 2 : Gros-Œuvre
- Lot 3 : Charpente métallique
- Lot 4 : Couverture Bac Etanchéité
- Lot 5 : Menuiseries Extérieures (**le présent marché**)
- Lot 6 : Cloisons - Doublages – faux-plafonds
- Lot 7 : Menuiseries Intérieures
- Lot 8 : Revêtements de sols et de Murs
- Lot 9 : Peintures
- Lot 10 : Electricité – Courants forts – Courants Faibles
- Lot 11 : Chauffage – Ventilation – Plomberie Sanitaires
- Lot 12 : Mobilier
- Lot 13 : Informatique (optionnel)
- Lot 14 : Gardiennage

Conformément à l'article L. 2151-1 du Code de la commande publique, les candidats ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

3 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

3.1 QUESTIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Toutes les demandes de renseignements éventuelles (administratives, techniques, commerciales) devront être formulées par écrit via **PLACE**, au plus tard **10 jours** calendaires avant la date limite de réception des candidatures et des offres.

Nota : afin d'assurer l'égalité de traitement de l'ensemble des soumissionnaires, le CEA s'engage à répondre aux questions qui lui seront posées par chaque soumissionnaire et à communiquer les réponses aux autres soumissionnaires via PLACE, sauf s'il convient de préserver la confidentialité du secret industriel et commercial du soumissionnaire concerné.

3.2 VISITE DE SITE- FACULTATIVE

Préalablement à la remise de l'offre, une visite des lieux par le soumissionnaire est **facultative**. Cette visite permettra d'apprécier notamment la technicité, l'étendue et les conditions spécifiques d'exécution des prestations. Elle donnera lieu à la signature contradictoire d'une attestation de visite, selon le formulaire figurant en annexe 2 du présent RC.

Le soumissionnaire devra prendre rendez-vous avec le prescripteur technique au moins 3 jours avant la date de la visite souhaitée.

Les visites pourront se tenir : voir page 2 du présent RC.

Il devra adresser au chargé d'affaires au moins 24h avant la date de la visite choisie, le formulaire figurant en annexe 2 dûment complété avec, notamment, mention des prénoms, noms et postes des personnes reçues ainsi que leurs coordonnées mail et téléphoniques.

3.3 DOCUMENTS CONSULTABLES

Il est rappelé au soumissionnaire que le CEA/Marcoule a mis en place sur son site un espace dédié aux entreprises extérieures, où il peut trouver :

- Les Conditions Générales d'Achats (CGA) <https://www.cea.fr/entreprises/Pages/accueil-fournisseurs.aspx>,
- La dernière version à jour des documents, extraits du Code de Sécurité de Marcoule, qui sont applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les sites de Marcoule et Pierrelatte : <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>. Si le soumissionnaire ne dispose pas encore d'un accès à ce site, il peut en faire la demande auprès du secrétariat du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule par messagerie : edoccds@cea.fr. Le n° de SIRET et la dénomination sociale exacte de la société devront être fournis lors de la demande par mail.

Si le soumissionnaire ne dispose pas encore d'un accès à ce site, les actions suivantes devront être menées contacter le Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule (le secrétariat, tél. : 04.66.79.61.11).

Le n° de SIRET et la dénomination sociale exacte de la société devront être fournis lors de la demande par mail.

4 MODIFICATIONS DE DETAIL APPORTEES AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard **6 jours** calendaires avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de la présente procédure. Le soumissionnaire devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Nota : Il est précisé que les éventuelles modifications apportées par le CEA au dossier de consultation, avant remise des offres, seront transmises via PLACE. Il appartient au soumissionnaire de s'assurer de la bonne réception de ces modifications, notamment en cas d'absence de la personne qui a téléchargé le dossier, lors de l'envoi des modifications. Ainsi, il est possible de remplir une adresse électronique générique, ou de télécharger le dossier plusieurs fois afin d'indiquer plusieurs adresses électroniques valides.

5 CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Conformément à l'article L. 2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché prennent en compte des considérations relatives au domaine social et à l'emploi.

Le marché comporte une clause d'insertion et de promotion de l'emploi. Ce marché comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le Projet de Marché. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs dans le cadre de l'exécution des prestations.

L'article 9.1 du PM précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

6 CONSTITUTION DE LA REPONSE

La réponse sera constituée d'un dossier de candidature et d'un dossier d'offre **séparés**.

6.1 CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour être recevable, le dossier de candidature doit comprendre les documents (**fichiers PDF séparés**) suivants :

1. **Le formulaire DC1** (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants).
2. **Le formulaire DC2** (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement).

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, à l'adresse suivante : : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

3. **La copie du ou des jugements prononcés en cas de procédure collective.**
4. Lorsque le candidat appartient à un groupe, **une attestation certifiant de son autonomie commerciale** et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.
5. **Les extraits de bilan, comprenant les comptes de résultat**, concernant les 3 dernières années.
6. **Un dossier présentant les capacités de l'entreprise** (et plus particulièrement de l'établissement susceptible d'intervenir) à réaliser les prestations objet du marché. Ce dossier devra détailler :
 - a. Les moyens techniques de l'entreprise (outillage, matériel, équipement technique),
 - b. L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public,
 - c. Les principales références pour des opérations similaires exécutées au cours des 3 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ; ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent si elles ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
7. Si le candidat est soumis à l'article L.225-102-4 du code du commerce, il est invité à remettre tout élément de preuve attestant qu'il a bien établi et publié un plan de vigilance.
8. Si le candidat est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, il est invité à remettre une attestation précisant que le bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) de son entreprise a bien été établi et publié pour l'année 2023.

9. Le candidat est invité à communiquer un document détaillant les mesures mises en œuvre permettant de prévenir et éviter les ententes et autres pratiques anticoncurrentielles ainsi que des éléments permettant d'établir que le marché n'est pas exposé à de telles pratiques.

10. Le cas échéant, **le formulaire d'attestation de visite**, dûment rempli et signé.

Nota 1 : en cas de recours à la sous-traitance, le candidat doit produire les mêmes documents concernant le ou les sous-traitants, sauf les documents suivants :

- Le formulaire DC1,
- Le formulaire DC2,
- La copie du ou des jugements prononcés en cas de procédure collective,
- Lorsque le candidat appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe,
- Le formulaire d'attestation de visite.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce ou ces sous-traitants.

Nota 2 : Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, le CEA accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire-type pour le DUME, en lieu et place des documents précités. **Néanmoins, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.**

6.2 CONTENU DU DOSSIER D'OFFRE

Pour être recevable, l'offre doit comprendre les documents séparés suivants :

1. Une attestation d'assurance :

- **De responsabilité civile générale et professionnelle**, en cours de validité.
- **D'assurance décennale en cours de validité.**

L'attestation fournie fera impérativement apparaître les différents dommages couverts et les montants plafonds garantis associés à chacun de ces dommages.

2. Une offre contenant :

- a. **Un volet technique**, strictement conforme au cadre de réponse technique figurant en Annexe 1 du présent RC et conforme aux exigences du Cahier Des Charges et ses documents associés ;
- b. **Un volet commercial**, conforme aux exigences du Projet de Marché, et comportant obligatoirement les tableaux de Décomposition de Prix figurant en annexe 4a et 4b du présent RC aux formats Excel et PDF, dûment remplis.

Nota : le renseignement détaillé de ces tableaux constitue un élément d'appréciation important pour le CEA, car il démontre la compréhension du projet par le soumissionnaire. Les quantités estimées du cadre DPGF (MOE) de l'annexe 4b sont données à titre indicatif. L'entreprise est responsable des quantités qu'elle fixe dans la colonne « Qté Entreprise ».

3. **Le Projet de Marché**, dûment complété, paraphé et signé, attestant de l'acceptation de l'ensemble de ses termes par le soumissionnaire.

Le CEA attire l'attention des soumissionnaires sur les points suivants :

- Les soumissionnaires doivent remplir en intégralité le Projet de Marché et les tableaux de décomposition des prix sous peine de risquer de se voir exclus de la présente procédure pour cause de non-conformité.
- De même, aucune pièce du Dossier de Consultation ne saurait être modifiée par les soumissionnaires.
- La participation à la présente procédure vaut acceptation sans réserve de tous les éléments constitutifs du Dossier de Consultation des Entreprises.

6.3 REPONSE EN GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES

Le soumissionnaire a la possibilité de répondre en groupement avec d'autres entreprises.

La forme juridique adoptée par le groupement d'entreprises pourra être celle du Groupement Momentané d'Entreprises Solidaire (GMES) ou celle du Groupement Momentané d'Entreprises Conjoint (GMEC).

En cas de GMEC, le mandataire du groupement devra néanmoins être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du CEA.

La convention de groupement (a minima sa version projet) devra être jointe à l'offre. **La version signée sera impérativement transmise au CEA lors de la signature du marché, si ce dernier est attribué à un groupement.**

Nota : il est interdit de cumuler les candidatures, en tant que candidat individuel et/ou membre d'un ou plusieurs groupements.

6.4 VARIANTES A L'INITIATIVE DU SOUMISSIONNAIRE

Les variantes ne sont pas autorisées.

6.5 DUREE DE VALIDITE DE L'OFFRE

La durée de validité de l'offre est fixée à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

6.6 SOUMISSION A PLUSIEURS LOTS

Conformément à l'article L. 2151-1 du Code de la Commande Publique, les candidats ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

7 MODALITES DE REMISE DE LA REPONSE

La candidature et l'offre devront être transmises au CEA par voie électronique, selon les modalités décrites infra. **Aucun autre mode de remise ne sera accepté** (envoi par messagerie électronique, remise en mains propres, par simple courrier postal, etc.).

La candidature (y compris le DUME) et l'offre seront rédigées en langue française.

7.1 TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Le CEA dispose d'une plateforme de dématérialisation des procédures via la Plateforme des achats de l'état, **PLACE**, qui vous permet de :

- Rechercher une consultation en cours

- Retirer un dossier de consultation des entreprises (DCE)
- Poser une question relative à une consultation
- Remettre une réponse électronique pour une consultation
- Paramétrer des alertes pour recevoir automatiquement des mails sur les nouvelles consultations en fonction des critères qui vous intéressent (localisation, mot-clé, code CPV...).

L'accès se fait depuis le lien : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour bénéficier de l'ensemble des fonctionnalités de la plateforme, il faut se créer un compte.

- Toute entreprise peut se créer un compte utilisateur.
- Il peut y avoir plusieurs comptes utilisateurs pour une même entreprise.

Des guides d'utilisation peuvent être téléchargés depuis le site internet du CEA <http://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/portail-des-marches-electroniques.aspx> (Guides : Présentation de la plateforme / Trouver une consultation).

La candidature et l'offre seront transmises sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, pour une réception par le CEA au plus tard à la date limite de réception des offres. Le contenu complet de la candidature et de l'offre sera fourni sous forme de **plusieurs fichiers séparés**.

Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même procédure :

Le soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même procédure, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réception des offres.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts.

En conséquence, le soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

Possibilité de remettre une copie de sauvegarde :

Il peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

CEA – CENTRE DE MARCOULE
Service des Marchés et des Achats, Bureau Achats Logistique et Equipements
Bâtiment 181 – A l'attention de M. BOUHAMOUCHE
BP 17171
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE Cedex

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle devra être reçue par le CEA dans le délai imparti pour la réception des candidatures et des offres. La copie de sauvegarde est ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique.
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte (sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais).

La copie de sauvegarde sera détruite à l'issue de la procédure si elle n'est pas utilisée.

Aide :

Un service d'assistance est disponible depuis le menu Aide / Assistance de la plateforme PLACE.

Un service de support téléphonique est également mis à disposition de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés. Le numéro d'accès est 01 76 64 74 07.

8 NEGOCIATION DE L'OFFRE

Suite à la remise des dossiers, les offres pourront faire l'objet d'une négociation. Dans ce cadre, le CEA pourra convier le soumissionnaire à une réunion de négociation, qui aura lieu sur le site de Marcoule.

Le CEA se réserve néanmoins la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

9 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS ET DE CHOIX DU TITULAIRE

9.1 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS

Sous réserve de conformité administrative du dossier, les candidatures seront jugées au regard des critères suivants :

- **La capacité juridique et financière au regard des articles R. 2142-6 et suivants.**
Le candidat devra justifier d'un chiffre d'affaires moyen annuel minimal selon la formule suivante : montant moyen annuel estimé du marché / moyenne du chiffre d'affaires annuel sur les trois dernières années $\leq 50\%$.
- **La capacité professionnelle :** moyens humains et matériels adéquats et en nombre suffisant, références dans le domaine du marché.

9.2 CRITERES DE CHOIX DU TITULAIRE

Sous réserve de conformité au dossier de consultation, les offres seront jugées au regard des critères pondérés ci-dessous et des éléments techniques précisés en annexe 1 :

- **Le prix, pondéré à 60%**, comprenant les prestations fermes, les prestations optionnelles, ainsi que les prestations sur prix unitaires et les arrêts de chantiers (estimatif établi sur la base de la volumétrie de prestations prévue par le CEA) ;
- **Pertinence de l'organisation mise en œuvre pour l'opération, moyens humains et matériels spécifiques à l'opération** (pondéré à 15%) ;
- **Pertinence et optimisation du planning détaillé et ressourcé** (pondéré à 15%) ;
- **Pertinence de la gestion des déchets pour cette opération** (pondéré à 10%).

Le soumissionnaire dont l'offre sera mieux-disante à l'issue de l'analyse menée sur la base de ces critères sera retenu.

10 DOCUMENTS JUSTIFICATIFS AVANT ATTRIBUTION

Conformément aux articles R. 2143-5 à R. 2143-14 du Code de la Commande Publique, l'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D8222-7 et D8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, qui sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

Le mandataire devra également transmettre une copie de la convention de Groupement Momentané d'Entreprises signée par l'ensemble des cotraitants

11 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA s'appliquent de plein droit au marché, y compris pendant la période préalable à sa passation (procédure). Elles prévalent sur les conditions de vente du soumissionnaire et sur tout autre document émanant de ce dernier.

Les prix proposés par le soumissionnaire seront établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres, et suivant les exigences contenues dans le Projet de Marché. Ils incluent toutes les sujétions définies dans ce dernier. **Si des options ou des prix unitaires sont prévus dans le dossier de consultation, ceux-ci seront impérativement chiffrés.**

L'entreprise consultée s'engage à traiter les informations contenues dans le dossier de consultation de manière confidentielle, et à ne divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en-dehors de ses besoins propres, les informations strictement nécessaires à l'établissement de son offre. Elle répond du respect de ce caractère confidentiel par toute entreprise contactée, dans le cadre de cette procédure. Toute autre diffusion d'information émanant du marché ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

Enfin, eu égard à sa certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001, le CEA précise que les prestations effectuées pour son compte sont susceptibles d'être évaluées a posteriori conformément aux exigences de ces normes, et que cette évaluation est prise en compte dans l'analyse des dossiers commerciaux.

ANNEXE 1 – CADRE DE REPONSE TECHNIQUE

Dans son offre, le soumissionnaire devra remettre au CEA une offre technique comprenant les éléments techniques suivants :

1- Pertinence de l'organisation mise en œuvre pour l'opération, les moyens humains et matériels spécifiques à l'opération (15 points)

Le soumissionnaire se limitera à décrire l'organisation qu'il mettra en place pour l'opération, les moyens humains et matériels qui seront employés pour l'opération. Cette description devra impérativement présenter les éléments suivants :

- Organigramme pour l'opération
- Description des moyens humains et matériels avec :
 - Le rôle de chacun des acteurs (opérationnels, encadrement...),
 - La justification du dimensionnement des ressources et des matériels (en précisant les matériels **spécifiques** à l'opération)
 - Le cas échéant, une justification du recours à la sous-traitance, les prestations pour lesquelles une sous-traitance est envisagée et les dispositions de maîtrise de la sous-traitance ;
- Les fonctions et responsabilités des encadrants et des différents responsables ainsi que les méthodes de vérification des livrables, de supervision et de contrôle des prestations pour en garantir la qualité ;
- La description succincte de l'organisation sécurité dédiée au chantier (interlocuteur, documents, suivi, réunions ...) et la description des principales mesures prises en terme de sécurité dans le cadre de l'opération

2- Pertinence et optimisation du planning détaillé et ressourcé (15 points)

Le soumissionnaire doit réaliser son planning qui doit tenir compte du planning général de l'opération.

Le planning présenté doit être ressourcé en hommes jours (hommes de production) + taux d'occupation des encadrants de chantier.

Un exemple est réalisé ci-après de manière à ce que le soumissionnaire réponde de manière correcte à la demande.

[illegible]

Il est également porté à connaissance du soumissionnaire que le planning ressourcé doit être en cohérence avec les informations complétées dans le tableau de décomposition de prix – annexe 4a du présent RC (nombre de jours doit être en cohérence pour chaque qualification).

3- Pertinence de la gestion des déchets pour cette opération (10 points)

Cette description devra impérativement présenter les éléments suivants :

- La méthodologie de tri et nettoyage des déchets sur le chantier
- Les propositions de traitement et revalorisation des déchets issus du chantier

ANNEXE 2 – FORMULAIRE D'ATTESTATION DE VISITE

FORMULAIRE D'ATTESTATION DE VISITE

Référence de la consultation : **B24-05889-MD**

Nom de la (ou des) personne(s) représentant le CEA :

Entreprise soumissionnaire reçue :

Nom de la (ou des) personne(s) reçue(s) :

Installation(s) visitée(s) et/ou documents consulté(s) :

**Le présent soumissionnaire s'engage à garder confidentielle, à ne pas faire savoir ou divulguer à un tiers, par quel que moyen que ce soit sans l'accord préalable et écrit du CEA, toute information dont il aurait eue connaissance dans le cadre de sa visite.
Cet engagement est valable pendant une durée de 5 ans à compter de la date de signature de la présente attestation.**

Date de la visite :

Signature du représentant du CEA : Signature du représentant de l'entreprise soumissionnaire :

ANNEXE 3 – FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT (DAST) DE RANG 1



Avril 2024

(A remplir par le Titulaire du marché ou le soumissionnaire sauf la rubrique 7 qui doit être remplie par le sous-traitant)

Ce formulaire de demande d'acceptation est destiné à présenter le sous-traitant du Titulaire / soumissionnaire et les prestations sous-traitées.

Il a également pour objet de soumettre à l'agrément du CEA les conditions de paiement direct du sous-traitant de rang 1 uniquement.

En cas de pluralité de sous-traitants, il est établi un formulaire par sous-traitant.

Si le présent formulaire n'est pas complété dans son intégralité, il ne pourra pas être validé par le CEA. Le sous-traitant ne sera donc pas accepté.

Référence du marché / de la consultation CEA :

Objet de la consultation / du marché CEA :

Cocher l'une des cases ci-dessous :

- ☐ Si la demande intervient **avant la notification du marché**, le présent formulaire vaut demande d'acceptation du sous-traitant.
- ☐ Si la demande intervient **après la notification du marché** :
 - ☐ le présent formulaire vaut acte spécial de sous-traitance ;
 - ☐ le présent formulaire vaut acte spécial de sous-traitance modificatif si la demande initiale a été modifiée.

1 - MARCHÉ CONCERNÉ

DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE DU MARCHÉ (OU DU SOUSMISSIONNAIRE) :

OBJET DU MARCHÉ :

REFERENCE DU MARCHÉ :

MARCHÉ DE DEFENSE OU DE SECURITE : ☐ OUI ☐ NON

MARCHÉ SENSIBLE : ☐ OUI ☐ NON

MARCHÉ CLASSIFIÉ : ☐ OUI ☐ NON

SI OUI : ☐ **SANS DETENTION**
(AVEC ACCES)

☐ **AVEC DETENTION**

NIVEAU : ☐ **SECRET**

☐ **TRES SECRET**

SPECIAL FRANCE :

☐ **OUI**

☐ **NON**

PREALABLE :

Le plan contractuel de sécurité (PCS) entre le CEA et le Titulaire doit avoir été modifié pour y intégrer le(s) sous-traitant(s) en précisant les activités confiées.

Le titulaire du marché doit rédiger un PCS avec son (ses) sous-traitant(s) qui doit être validé par le CEA.

Si le marché rentre dans un des trois cas visés ci-dessus, joindre la pièce n° 7 figurant dans la rubrique n° 8 du présent document (décision d'habilitation ou avis favorable d'enquête administrative).

INTERVENTION SUR UN SITE DU CEA : ☐ OUI ☐ NON

MARCHÉ CONTENANT DES EQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA PROTECTION (EIP) ET/OU EN LIEN AVEC DES ACTIVITES IMPORTANTES POUR LA PROTECTION (AIP) AU SENS DE L'ARRETE DU 7 FEVRIER 2012 FIXANT LES REGLES GENERALES RELATIVES AUX INSTALLATIONS NUCLEAIRES DE BASE :

☐ OUI ☐ NON

PAIEMENT DIRECT : ☐ OUI ☐ NON

2- NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES (reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

Nature de la prestation sous traitée :

Durée du contrat de sous-traitance entre le Titulaire et le sous-traitant en nombre de mois :

(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.) :

PRESTATIONS RELEVANT D'UN OU PLUSIEURS DOMAINES DE LA COMMISSION D'ACCEPTATION DES ENTREPRISES D'ASSAINISSEMENT RADIOACTIF ET DU DEMANTELEMENT NUCLEAIRE (CAEAR) NECESSITANT UNE ACCEPTATION PAR LADITE COMMISSION : ☐ OUI ☐ NON

Si oui, le sous-traitant possède le ou les acceptations dans les domaines de la CAEAR demandés pour la réalisation de ces prestations ? : ☐ oui / ☐ non

Domaines concernés : ☐ D2-1 ☐ D2-2 ☐ D3-1 ☐ D3-2 ☐ D3-3 ☐ D3-4 ☐ D4 ☐ D4E

PRESTATIONS COMPRENANT OU PORTANT SUR DES EIP ET/OU EN LIEN AVEC DES AIP :
☐ OUI ☐ NON

Niveau de sensibilité de la prestation sous traitée :		
Aucune : <input type="checkbox"/>	Sensible : <input type="checkbox"/>	Classifié : <input type="checkbox"/>
		SECRET <input type="checkbox"/>
		TRES SECRET <input type="checkbox"/>
		sans détention (avec accès) <input type="checkbox"/>
		avec détention <input type="checkbox"/>

Le sous-traitant dispose-t-il d'une habilitation: <input type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non				
Si oui, niveau d'habilitation	<input type="checkbox"/> SECRET	<input type="checkbox"/> TRES SECRET	<input type="checkbox"/> sans détention (avec accès)	<input type="checkbox"/> avec détention

■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Les données sont hébergées (indiquer le lieu) :

L'autorité chef de file est la CNIL.

Les flux transfrontières :

☐ OUI.

☐ NON

Le sous-traitant s'engage à respecter la Décision d'exécution (UE) 2021/914 du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des pays tiers en vertu du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil.

Nota : le 10 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une nouvelle décision d'adéquation concernant les États-Unis. Par cette décision, la Commission décide que les modifications apportées par les États-Unis à leur législation nationale permettent désormais d'assurer un niveau de protection adéquat des données personnelles transférées de l'UE vers les organisations situées aux États-Unis lorsqu'ils font la démarche de respecter ce nouveau « cadre de protection des données ». La liste de ces organismes est gérée et publiée par le ministère américain du commerce.

Les transferts de données personnelles depuis l'Union européenne vers les organismes figurant sur cette liste peuvent donc s'effectuer librement, sans encadrement spécifique par des « clauses contractuelles types » ou un autre instrument de transfert.

Extraterritorialité ou Clause de « Cloud Act »

En cas de requête, par les autorités américaines et ou toute autorité extraterritoriale, pour accéder aux données traitées dans le cadre du marché, sur le fondement du Cloud Act, le sous-traitant s'engage à en informer le CEA, et à intenter, dans un délai de quatorze jours au plus tard à compter de la réception de la requête, toute forme de recours judiciaire prévu par le Cloud Act ou par toute loi américaine, afin d'éviter par tout moyen que les données du CEA soient transmises aux autorités américaines.

Le sous-traitant ne pourra en aucun cas transmettre les données tant qu'un juge français n'aura pas rendu de décision exécutoire.

Etant donné le caractère sensible des données traitées par le CEA, toute transmission de ces données en vertu du Cloud Act, ou de toute autre législation extraterritoriale violerait nécessairement le Règlement général relatif à la protection des données (RGPD) ainsi que la Directive européenne 2016/943 relative à la protection du secret d'affaires. Il est rappelé que le RGPD est considéré comme une loi de police, dont l'application ne peut être exclue.

Toute communication de données [ou tout refus d'exercer ledit recours], par le sous-traitant, qui violerait la présente clause, causerait nécessairement un préjudice au CEA, que le titulaire s'engage à indemniser à hauteur du montant du préjudice subi.

Le soumissionnaire/Titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Coordonnées du Délégué à la protection des données du Titulaire :

.....

3 – RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUS-TRAITANT DE 1ER RANG

DENOMINATION SOCIALE :

ADRESSE :

CODE POSTAL : |_|_|_|_|_| **VILLE :**

TELEPHONE : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| **MEL:**@.....

N° INSCRIPTION AU RCS : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° SIRET DE L'ETABLISSEMENT QUI FACTURE : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

PME : ☐ OUI ☐ NON

CODE APE : |_|_|_|_|_|_|_|_|

N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

APPARTENANCE A UN GROUPE : ☐ OUI ☐ NON

(SI OUI, INDIQUER LEQUEL) :

NOM ET QUALITE DES PERSONNES HABILITEES A ENGAGER L'ENTREPRISE :

1 /

2 /

PRESENCE DU SOUS-TRAITANT SUR SITE CEA

☐ OUI – SI OUI, PRECISER LE LIEU D'EXECUTION

☐ NON

CERTIFICATIONS (QUALIBAT, AFNOR, CEFRI, QUALIANOR ...) :

REFERENCES RECENTES DANS LE DOMAINE DU MARCHE CONCERNE (prestations exécutées pendant les trois dernières années) :

	NOM DU CLIENT	Montant des prestations (en K€)	PRESTATIONS (Date, lieu, objet)
1			
2			
3			
4			

■ **ACCIDENTS DU TRAVAIL AU COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES :**

Taux \ Années	n-3		n-2		n-1	
Code APE retenu ¹ : _ _ _ _ _ _ _	Statistiques nationales ²	Statistiques sous-traitant ³	Statistiques nationales ²	Statistiques sous-traitant ³	Statistiques nationales ²	Statistiques sous-traitant ³
Taux de fréquence						
Taux de gravité						

■ **LE SOUS-TRAITANT EMPLOIE DES SALAIRES DETACHES TRANSNATIONAUX**

☐ OUI ☐ NON

Si oui, joindre la pièce n° 5 figurant dans la rubrique n° 8 du présent document.

Il est rappelé au Titulaire qu'il est tenu de demander au sous-traitant la communication des pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ainsi que les salariés français détachés en France par leur société étrangère (ne nécessitant pas d'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail).

¹ Le code APE est attribué à une société par l'Assurance Maladie en fonction de l'activité exercée par la majorité de ses salariés, à des fins de tarification et de prévention. La société peut posséder plusieurs codes APE mais c'est celui correspondant aux prestations sous-traitées qui doit être renseigné ;

² Renseigner les statistiques nationales (taux de fréquence et de gravité) correspondantes au code APE. Les éléments se trouvent sur le lien suivant de l'Assurance Maladie : <http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr/statistiques-et-analyse/sinistralite-atmp.html>

³ Statistiques (taux de fréquence et de gravité) du sous-traitant

4- PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

■ Montant des prestations sous-traitées (hors application de la formule de variation de prix) :

Dans le cas d'un sous-traitant à paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : %
- Montant HT : €
- Montant TTC : €

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA : €

■ Modalités de variation des prix (le cas échéant) :

.....
.....
.....
.....

Il est rappelé que les sommes versées au sous-traitant dans le cadre du paiement direct (en ce compris les variations de prix prévues au contrat de sous-traitance) seront nécessairement déduites des sommes dues au titulaire au titre de son marché.

5 – CONDITIONS DE PAIEMENT

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

■ Nom de l'établissement bancaire :

.....

■ Numéro de compte :

.....

■ Échéancier de facturation du contrat de sous-traitance (dates, jalons, retenue de garantie le cas échéant...) :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante uniquement pour le sous-traitant bénéficiaire du paiement direct dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité)

☐ OUI

☐ NON

6- CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES
(le cas échéant, le Titulaire coche l'une des deux cases suivantes selon la situation dans laquelle il se trouve ; à défaut, l'acceptation du sous-traitant sera impossible)

1^{ère} hypothèse : ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le Titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le Titulaire produit avec le présent document :

- ☐ le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
- OU
- ☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse : ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif**

En conséquence :

- ☐ le Titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent document ;
- OU
- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le Titulaire justifie :
- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
 - soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

7 - ATTESTATION DU SOUS-TRAITANT

(à remplir impérativement par une personne habilitée à engager le sous-traitant)

Je soussigné(e), M./Mme, habilité(e) à engager la société
....., atteste sur l'honneur :

a) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus :

- aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité) ;
- aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité) ;

b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

c) que les renseignements figurant en rubrique 2 de la présente demande d'acceptation sont exacts.

Fait à :
Le (date) :

LE SOUS-TRAITANT
Signature et tampon

Nom et qualité du signataire

<p style="text-align: center;">8- DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE SOUS-TRAITANT (à joindre impérativement à la présente demande dûment remplie)</p>

- 1- Une plaquette ou une note décrivant les métiers et les spécialités de l'entreprise ;
- 2- Un extrait KBIS datant de moins de trois mois ;
- 3- Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire ;
- 4- Les attestations d'assurance professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité ;
- 5- Dans le cas d'emploi de salariés détachés, une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;

(Pour toute demande d'acceptation d'un sous-traitant, le CEA refusera, en cas détachement de salarié(s) transnational, tout formulaire non accompagné de la déclaration de détachement).
- 6- Dernière attestation des indicateurs des risques professionnels délivrée par la CARSAT à l'établissement intervenant
- 7- Dans le cas où les prestations sous-traitées sont classifiées ou sensibles ;

(Ces documents sont à transmettre à l'Officier de sécurité du CEA)

- l'habilitation du sous-traitant au niveau de classification requis pour les prestations sous-traitées doit être jointe pour les marchés classifiés ou l'avis favorable de l'enquête administrative obtenu pour le sous-traitant pour les marchés sensibles ;
- le projet de PCS entre le Titulaire et son sous-traitant le cas échéant.

9- SIGNATURE DES PARTIES

Signature des parties	
Le titulaire ou le soumissionnaire	Nom et qualité du signataire : Date :
Le sous-traitant	Nom et qualité du signataire : Date :
Avis du Responsable d'unité technique CEA Favorable <input type="checkbox"/> Défavorable <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire : Commentaires : Date :
Avis Officier de Sécurité Favorable <input type="checkbox"/> Défavorable <input type="checkbox"/> Avec Réserve <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire : Commentaires de l'OS : Date :
Décision du CEA en application du Code d'organisation du CEA et des circulaires d'application Acceptation et agrément des conditions de paiement <input type="checkbox"/> Refus (à motiver*) <input type="checkbox"/>	Nom et qualité du signataire : Commentaires Date :

* Les motifs de refus sont par exemple : le montant de la sous-traitance anormalement bas, les capacités insuffisantes du sous-traitant qui sont susceptibles de nuire à la bonne exécution du marché public, le sous-traitant qui tombe sous le coup d'une interdiction de soumissionner, l'existence d'un nantissement ou d'une cession de créance qui ferait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

ANNEXE 4 – TABLEAU DE DECOMPOSITION DU PRIX

Annexe 4a : Tableau de décomposition de prix

Annexe 4b : Cadre DPGF (MOE)